

TÊTE D'AFFICHE

Scutum garde 80.000 clients à l'œil



Cette PME familiale spécialisée dans la sécurité entend se développer auprès des particuliers et en Europe. Elle a breveté un système de vidéosurveillance avec transmission des images par voies hertziennes, moins onéreux pour les collectivités.

Née Société Lilloise de Télé-surveillance, la PME désormais basée à Rungis (Val-de-Marne) est devenue, au fil des fusions et des acquisitions, Scutum, du nom du bouclier des légionnaires romains. Mais version XXI^e siècle. « Nous protégeons les biens et les personnes par l'intermédiaire de systèmes électroniques », explique Franck Namy, président du directoire de la société depuis 1989. A l'époque, son père, ancien d'Alcatel, venait d'acheter l'entreprise, qui réalisait près de 4 millions d'euros de chiffre d'affaires avec moins de 50 salariés. Il en confie les rênes à son fils, jeune diplômé de droit et de gestion de Dauphine. Deux décennies plus tard, Scutum atteint 75 millions d'euros de chiffre d'affaires et compte 600 collaborateurs, 25 agences commerciales, pour 80.000 clients facturés chaque année en France. Le « bouclier » est toujours 100 % familial, même s'il a accueilli de 1998 à 2003 le fonds 3i pour soutenir ses efforts de croissance externe. Car ces années ont été marquées par de nombreuses acquisitions, au gré desquelles Scutum s'est positionné sur 5 marchés. L'entreprise est aujourd'hui l'un des tout premiers acteurs de la sécurisation des agences bancaires françaises. Elle compte par ailleurs 50.000 clients – entreprises et commerces – pour la télésurveillance de leurs

sites, reliés à de véritables bunkers de commandement, dont l'un est basé à Toulouse et l'autre est en construction à Rouen. La société a aussi repris en Bretagne une activité de téléassistance aux personnes âgées à domicile. Une branche en plein boom, favorisée par l'APA (allocation personnalisée d'autonomie). Quelque 10.000 seniors sont pris en charge. Originalité, Scutum a recruté des psychologues pour permettre à des personnes souffrant souvent d'une grande solitude de trouver une oreille attentive. Agréé depuis l'an dernier par l'Etat « confidentiel défense », Scutum veille aussi aux sites sensibles et stratégiques. Et, après avoir repris une filiale de l'armurerie Gastinne, il a également mis un pied dans la protection des grands patrimoines. La société, qui investit 1 million d'euros par an dans la recherche-développement, a créé cette année Scutum Labs, une entité basée à Rouen, chargée d'appliquer à la sécurité toutes les innovations technologiques possibles. Un brevet sur la vidéosurveillance urbaine avec transmission des images par voies hertziennes a été déposé en France. Une solution qui permettrait, selon ses promoteurs, un déploiement rapide et peu onéreux pour les petites et moyennes collectivités. En quête de nouveaux axes de développement, Scutum cible désormais le grand public. « Nous cherchons à mettre en place des partenariats avec les assurances, les opérateurs de téléphonie ou d'Internet pour installer la télésurveillance chez les particuliers », explique Franck Namy, dont l'appétit vise aussi le marché européen. Scutum devrait bientôt s'implanter en Belgique, probablement par croissance externe, et table, d'ici à quatre ou cinq ans, sur 20 % de son chiffre d'affaires réalisés à l'international.

ISABELLE FICEK

AQUITAINE

Après un tassement de ses ventes, Quiksilver Europe commence à surmonter ses difficultés financières dues à la revente de Rossignol. La société table sur l'affirmation du surf comme pratique sportive pour se relancer.

La vague du surf reste porteuse pour Quiksilver

DE NOTRE CORRESPONDANT À BAYONNE.

Quiksilver boucle son exercice 2009-2010, tant pour sa filiale européenne (Na Pali, basée à Saint-Jean-de-Luz) que pour l'ensemble Quiksilver Inc. installé à Huntington Beach, en Californie. Les chiffres provisoires, qui restent à affiner et à certifier, font état de 580 millions d'euros de vente pour l'Europe et de moins de 2 milliards de dollars au plan mondial.

Dans les deux cas, le chiffre d'affaires est en recul avec une baisse estimée à 7 % pour Na Pali (624 millions d'euros au 31 octobre 2008) et plus sensible pour l'ensemble, qui avait atteint 2,26 milliards de dollars à la même date. « C'est vrai, nous avons souffert ces derniers mois, mais moins en Europe qu'ailleurs », nuance Pierre Agnès, PDG de Na Pali. D'ailleurs, en tenant compte des variations de la livre, du rouble ou des monnaies de l'Est, nos ventes ici sont à peu près identiques d'une année sur l'autre. »

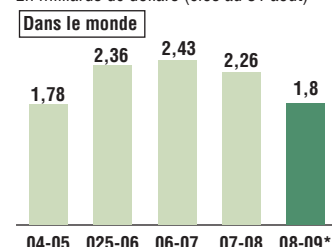
La cause de ce tassement, le successeur de Bernard Mariette l'impute à la crise et aux arbitrages des consommateurs. « Mais, à la différence des autres marques de glisse, notre problème est d'abord le refinancement », ajoute-t-il. Mais la revente en 2008 des skis Rossignol a laissé une ardoise de 700 millions d'euros. La moitié a été prise en charge par le siège central, le reste par Na Pali, avec le soutien de 8 banques, pour 200 millions d'euros, et l'apport du fonds d'investissement américain Rhône. « Nous sommes engagés dans un remboursement de la dette bancaire en quatre ans et nous le ferons », assure Pierre Agnès.

L'Europe toujours en pointe

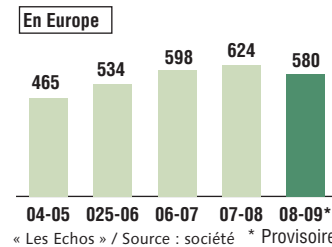
Le dirigeant prévoit cette année un résultat net après impôts en hausse de 8 %, des profits bien meilleurs que ceux obtenus aux Etats-Unis, « qui ont le plus souffert ». D'ailleurs, comme les années précédentes, c'est l'Europe qui fait l'essentiel du résultat de la société, tandis que la zone Asie-Pacifique tire aussi son épingle du

Les ventes de Quiksilver

En milliards de dollars (clos au 31 août)



En millions d'euros



* Les Echos / Source : société * Provisoire

jeu. Employant sur le Vieux Continent 2.500 personnes, le leader de la glisse en fait travailler 800 en Aquitaine, dont la moitié à Saint-Jean-de-Luz. « Nous avons réussi ces derniers mois à créer 80 pos-

tes », poursuit Pierre Agnès, pour qui il n'a jamais été question d'un plan social dans l'entreprise, ni de fermeture de ses points de vente (9.000 en Europe, dont 450 sous enseigne Quiksilver ou Roxy). Cependant, « quelques magasins les moins performants ont tiré le rideau en Espagne ou en Angleterre, pays les plus touchés par la crise, alors que la France s'est accrochée ».

Optimiste, Quiksilver perçoit une nouvelle dimension du surf avec des champions de taille mondiale désormais d'origine européenne, « ce qui est positif pour l'industrie et l'image de cette activité ici. Elle devient une discipline sportive comme les autres et pas seulement saisonnière ». Ensuite, les nouveaux modes de vie demeurent d'actualité, aléas économiques ou pas, et prennent de l'extension. En témoignent le succès des points de vente Quiksilver, Roxy pour les femmes ou DC Shoes (chaussures) ouverts en Europe de l'Est ou en Russie, ces derniers mois.

PIERRE ETCHÉLEUK

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le groupe coopératif les Vignobles Foncalieu prend le contrôle du Club des vigneron, tandis que le groupe Bonfils achète la maison Bessière, une société de négoce en liquidation judiciaire.

Manœuvres de rapprochement dans le vignoble languedocien

DE NOTRE CORRESPONDANT À MONTPELLIER.

Après l'achat par le groupe Jean-jean basé dans l'Hérault (« Les Echos » du 24 septembre) du bourguignon Michel Laroche également installé à Béziers, deux autres sociétés languedociennes de négoce sont en train de changer de main. Les acquisitions viennent conforter deux groupes, l'un coopératif, l'autre privé.

Le premier, les Vignobles Foncalieu (36 millions d'euros de chiffre d'affaires pour un résultat net de 220.000 euros) ont acquis le Club des vigneron, société basée dans l'Hérault créée par Michel Bricage qui fait valoir ses droits à la retraite.

Cette entreprise commercialise 10 millions de cols par an (Languedoc-Roussillon et Côtes-du-Rhône), essentiellement sur le marché français, pour un chiffre d'affaires de 13 millions attendu cette année. L'opération a été menée par la société Valeur Capital.

Multiplication des acquisitions

« Nos activités bouteille sont très complémentaires, car Vignobles Foncalieu exporte 87 % de sa production (18,5 millions de bouteilles) alors que le Club des vigneron réalise 80 % de ses ventes en France », commente Michel Bataille, le président de Vignobles Foncalieu. Implantée des Côtes-du-Rhône au Gers, l'entreprise mise sur un

« fonctionnement coopératif moderne » ouvert à des alliances avec le secteur privé.

Pour sa part, le groupe Bonfils acquiert la maison Bessière fondée à Méze (Hérault) en 1902, et qui avait été l'une des pionnières de la vente en bouteille. Fortement éprouvée par la crise viticole, elle avait été mise en liquidation judiciaire en août dernier. La reprise, qui va se traduire par la réduction de moitié des effectifs (40 personnes), se fait pour un montant de 1,75 million d'euros. Avec les 14 millions de cols vendus par Bessière, Bonfils (85 salariés) représente une production de 30 millions de bouteilles pour un chiffre d'affaires de 29 millions d'euros

réalisé à 70 % à l'exportation. Cette acquisition ouvre également à Bonfils de nouveaux marchés sur la grande exportation, comme l'Asie et la Russie, des points forts de l'activité de Bessière. Bonfils dispose désormais d'un centre d'emballage d'une capacité de 12.000 bouteilles/heure. Le groupe avait déjà acquis deux sociétés régionales de négoce, Maurel-Vedeaude en 2006 et Montfret de Fages, spécialisée dans les vins biologiques, en 2007. Ce groupe familial a émergé dans les années 1970 en s'appuyant notamment sur un vignoble de 1.050 hectares répartis entre 14 domaines acquis au fil des années.

JACQUES RAMON

LORRAINE

Fermoba Industries recherche un repreneur

DE NOTRE CORRESPONDANT À NANCY.

Depuis plusieurs jours les 142 salariés de l'usine d'assemblage de fenêtres en PVC de Fermoba à Petit-Rédesching (Moselle) multiplient les actions pour faire entendre leur inquiétude quant à leur avenir. Après avoir organisé un blocage des expéditions, ils ont interpellé Nicolas Sarkozy lors de sa visite dans le département la semaine passée puis obtenu un rendez-vous avec les services de l'Etat pour faire le point sur leur situation. « Alors que nous savons que le groupe est à la recherche d'un repreneur depuis plusieurs mois, nous n'avons aucune information sur l'avancée des négociations », explique Marc Schneider, représentant du personnel, qui estime le site mosellan menacé car n'ayant fait l'objet « d'aucun investissement depuis plusieurs années ».

Philippe Heripret, PDG de Fermoba Industries, s'il confirme la mise en vente de la dernière filiale active du groupe Arbel, se réfugie cependant derrière l'obligation de confidentialité en ce qui concerne l'usine de Petit-Rédesching. « Nous avons des contacts avec des repre-

neurs et le site mosellan est dans le périmètre de reprise. Une décision devrait être prise d'ici à un mois », confie-t-il.

Réduction du périmètre

Fermoba Industries, qui réalise un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros, emploie près de 900 salariés répartis sur deux sites de production (outre Petit-Rédesching, Béthune dans le Nord), une soixantaine d'agences commerciales et 18 dépôts. L'entreprise est présente sur les marchés des particuliers et des collectivités.

Créé dans les années 1980, Fermoba Industries appartenait au groupe chimique allemand Kömmerling qui l'a cédé en 2000 à une filiale du groupe Arbel, Franciflex Industries, spécialisé dans l'équipement sur mesure de stores et volets roulants basé à Chécy (Loiret). Ce dernier a, depuis, réduit son périmètre d'activité, se désengageant successivement de Franciflex Industries, Decoplage Industries dans le Puy-de-Dôme et la Loire, Ecran System en Dordogne, et Arbel Fauvet Rail dans le Nord, ne conservant que Fermoba Industries.

PASCAL AMBROSI

RHÔNE-ALPES

Le chaudronnier LTM s'adosse à Bilfinger Berger

DE NOTRE CORRESPONDANTE À LYON.

LTM Industrie, ensemblier industriel spécialisé dans la chaudronnerie et la tuyauterie, est passé sous le pavillon de l'allemand Bilfinger Berger. Ce groupe de Mannheim a pris 80 % des actions de la PME basée à Toussieu (Rhône), dont le fondateur, Daniel Iacovella, a conservé 20 % des parts ainsi que la direction.

Cet adossement « sécurise l'avenir. Les marchés de demain, dans le nucléaire en particulier, nécessiteront d'importants moyens de leur taille », précise le vendeur. De son côté, le numéro deux germanique du BTP cherchait à installer en France sa branche services industriels, pesant 4,6 milliards d'euros, soit 42 % de son chiffre d'affaires total de 10,7 milliards. « Les négociations ont pris quel-

ques mois », précise Daniel Iacovella. L'acquisition, dont le montant n'est pas révélé, constitue une pépite pour le groupe d'outre-Rhin. De fait, malgré le contexte économique, LTM Industrie, dont l'origine remonte à 1982, annonce 39 millions d'euros d'activités au 31 mars 2009, contre 32,7 millions pour l'exercice 2008, lequel avait dégagé 840.000 euros de bénéfice. Une progression que le patron explique par de nombreux chantiers dans le secteur de la pharmacie et des biotechnologies pour des clients comme Merial, Sanofi Pasteur ou encore l'américain Genzyme. L'entreprise rhônalpine, qui travaille aussi pour l'industrie chimique et énergétique, possède une agence au Havre, issue de l'achat d'un fonds de commerce. L'ensemble totalise près de 250 collaborateurs permanents.

MARIE-ANNICK DEPAGNEUX

TÉLÉGRAMME

CNR. C'est une des plus grandes centrales photovoltaïques au sol en France que la CNR installe sur un site de 10 hectares dans la Drôme, au nord de Montélimar. Le projet, qui représente un investissement de 13, 8 millions d'euros, se compose de 19.000 panneaux pour une production annuelle attendue de 5.040 mégawatts.

EN BREF

Nord : PRD cède Actor Sarasin à Michel Legras

Le groupe PRD, spécialiste de la filtration industrielle, cède son activité de motorisation de vannes. Dirigé par Pascal Retaileau, le groupe nordiste vient de finaliser la vente de sa filiale Actor Sarasin (Wambrechies, dans le Nord) à Michel Legras, ancien dirigeant d'entreprise industrielle, via Nord Transmission. La société, qui est le dernier motoriste indépendant du secteur en France, réalise un chiffre d'affaires de quelque 5 millions d'euros, majoritairement à la grande exportation pour l'industrie pétrochimique, pour un effectif de 21 salariés. Le groupe PRD entend se recentrer sur son activité filtration, en fort développement à l'international. Après cession, PRD compte 70 salariés pour un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros.

Morbihan : Ronsard investit 10 millions d'euros à Bignan

La société d'abattage et de transformation de volailles Ronsard achève un investissement de 10 millions d'euros à Bignan (Morbihan) dans l'agrandissement de ses installations, où sont abattues chaque année 76.200 tonnes de volailles ensuite transformées en produits élaborés. Filiale de Coopagri Bretagne, Ronsard (162 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008) crée, dans le prolongement de ces travaux, une trentaine de postes de travail qui s'ajoutent aux 1.000 salariés de l'entreprise.

Les Echos Abonnez-vous!

RENVOYEZ CE BULLETIN sous enveloppe affranchie à : Les Echos - Service Abonnements 62061 ARRAS Cedex 09

OU TÉLÉPHONÉZ AU 0 321 146 148 OU RENDEZ-VOUS SUR www.lesechos.fr

A RAPPELER dans votre correspondance

OUI, je m'abonne aux Echos + Enjeux-Les Echos + Série Limitée pendant 1 an, au tarif de 416€ TTC soit moins de 35€ par mois et j'accepte les conditions générales de vente/utilisation**

Je choisis de régler :

par Carte Bleue / Visa / Eurocard / Mastercard

N° : _____ Cryptogramme : _____

Date de validité : _____

Date et signature (obligatoire) : _____

par chèque bancaire à l'ordre de LESECHOS

Merci de compléter vos coordonnées pour valider votre commande

Nom : _____ Prénom : _____

Société : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ Fax : _____

E-mail : _____

Je souhaite recevoir Les Infos Groupe Les Echos + partenaires OUI NON

Cette offre est réservée aux abonnés aux Echos + Enjeux-Les Echos + Série Limitée. Elle est valable jusqu'au 31/10/2009. Pour connaître les conditions de vente et les modalités de la livraison, consultez le site www.lesechos.fr. Les Echos - 95, rue de la Doune-Septembre - 59112 Paris Cedex 02. RCS Paris 9 502 071 437 - TVA 21 % - Dépôt légal : 2009/09/16. Les Echos + Enjeux-Les Echos + Série Limitée est une marque déposée de l'éditeur Les Echos.